

# La crise en Bulgarie

Christian Rakovsky

Source : «*Vorwärts*», 11<sup>e</sup> année, n° 160, 13 juillet 1894, pp. 1-2. Traduction et notes MIA.

**S**ofia, le 26 juin. Les journaux d'Europe occidentale ont rapporté sur la chute de Stamboulov<sup>1</sup>, ainsi que sur les causes et les conséquences de cet événement, les informations les plus contradictoires et les plus erronées.

L'opinion répandue est que la chute de notre Bismarck serait due à des intrigues de palais et à la volonté personnelle de notre prince ; et beaucoup supposent que la Bulgarie sera gravement affaiblie par la perte d'un homme ayant rendu de si grands services au pays. Certains journaux voient déjà la Bulgarie retomber sous la domination de l'influence russe ; et l'on trouve une confirmation dans la libération de l'évêque Clément, le métropolite de Tirnovo – un homme qui, certes, adhère aux idées panslavistes, mais qui est entièrement innocent des crimes dont on l'a accusé et pour lesquels il fut condamné à la déportation à perpétuité. La libération de cet homme serait supposée signifier un virage de la politique bulgare vers le camp russe. Cependant, on oublie que la libération de Clément a été ordonnée par Stamboulov lui-même, et ce deux jours avant qu'il ne présente sa démission : je ne mentionne ce fait que pour vous montrer par un exemple combien les journaux d'Europe occidentale sont mal informés sur nos affaires.

Parlons maintenant, en premier lieu, des prétendus « grands services » de Stamboulov envers la Bulgarie.

La poussée décisive du peuple bulgare contre le tsarisme russe a commencé en 1885. Toutefois, l'état d'esprit hostile des Bulgares envers la Russie s'était déjà manifesté en 1881, lorsque le prince de Battenberg, sur l'instigation du tyran de la Neva, suspendit temporairement la Constitution. Le prince rencontra une telle résistance qu'il dut rompre avec la diplomatie russe et rétablir la Constitution.

Vous vous souviendrez qu'en 1885 l'ancienne Roumélie orientale (une province bulgare autonome sous la suzeraineté du Sultan) s'est unie à la principauté de Bulgarie. Les trois souverains couronnés d'Europe : Alexandre III, Guillaume Ier et François-Joseph se sont déclarés à la conférence de Skierniewice contre l'acte audacieux du peuple bulgare. La Russie retira ses officiers de notre armée – et tous les officiers supérieurs, du grade de major à celui de général, étaient Russes. L'intention du gouvernement russe était claire : priver l'armée bulgare de ses chefs et la livrer, dans la guerre imminente, à une défaite certaine. D'un côté, Nélidov, l'ambassadeur russe à Constantinople, excitait le Sultan contre la principauté, qui avait osé déchirer le traité de Berlin, et lui inspirait simultanément des inquiétudes concernant les droits que ce traité garantissait à la Turquie ; de l'autre, la diplomatie austro-hongroise excitait le gouvernement serbe contre la Bulgarie, qui avait osé rompre le statu quo de la péninsule balkanique. Bientôt, nous fûmes placés entre deux feux : au sud, les bataillons turcs ; à l'ouest, les serbes ; tous deux prêts à envahir la Bulgarie. Abandonné par toute l'Europe « civilisée » (seul le cabinet anglais sous Lord Salisbury nous était plus favorablement disposé), le peuple bulgare défia la diplomatie européenne et marcha résolument vers son but.

---

<sup>1</sup> Stamboulov, Stefan (1854-1895), homme d'État bulgare national-libéral, chef de gouvernement et dictateur.

La suite, vous la connaissez. Le héros de Monaco et de Monte-Carlo, Milan, le *Timensürit* (le Napoléon III serbe) dut capituler. Pourtant, à l'époque la plus réellement critique pour notre existence nationale, c'était Stamboulov qui se trouvait à la tête du gouvernement : le futur prisonnier de la *Tschernata Dschamia* (la « mosquée noire », la prison centrale de Sofia). De cette époque, on ne sait du grand patriote Stamboulov qu'une chose : alors que tout le peuple, ouvriers, paysans, bourgeois, étudiants, élèves, professeurs, partait en campagne pour sa liberté politique, Stamboulov déserte l'armée. Tout le monde fut indigné, scandalisé par la lâcheté ignominieuse avec laquelle il se soustrayait à ses devoirs militaires. Ce fut là le premier « service » de Stamboulov envers la Bulgarie.

Le 9/21 août 1886, Battenberg fut détrôné (je n'ai pas besoin de vous dire que ce fut l'œuvre de la Russie). Le gouvernement provisoire à Sofia : Tzankov, Clément et autres, invita Stamboulov à entrer au ministère. Lui, le grand « mangeur de Russes », accepta aussitôt et était sur le point de partir pour Sofia – il se trouvait justement à Tirnovo – lorsque le peuple et les garnisons de Plovdiv (Philippopolis) et de Varna firent une contre-révolution en faveur de Battenberg. Et voici que Stamboulov, l'habile funambule, opère soudain un revirement : il se place à la tête de la garnison de Tirnovo, entre en contact avec Varna et Philippopolis et se déclare contre le gouvernement provisoire. Battenberg retourna en Bulgarie. Parmi les régents qu'il nomma se trouvait Stamboulov, et Radoslavov fut nommé président du conseil des ministres – il est l'un des membres du gouvernement actuel. Il resta un an au gouvernement. C'est sous le cabinet Radoslavov que fut effectuée l'élection du prince Ferdinand. La période sous ce cabinet fut la plus agitée de notre histoire politique depuis 1878. Sous le ministère Radoslavov, les garnisons de Roustchouk et de Silistria se révoltèrent contre le gouvernement et en faveur de la Russie. Et si l'on veut parler en général de « services » envers la patrie, c'est à Radoslavov que nous autres Bulgares devrions penser en premier lieu. Mais c'est précisément chez nous comme ailleurs : ce ne sont pas les « chefs » qui ont tout fait, mais c'est le peuple dans sa masse, le peuple sans nom ! À Roustchouk comme à Silistria, ce furent de simples bourgeois, une milice encore armée et organisée depuis la guerre serbe de 1885, qui s'opposèrent aux officiers traîtres. Cette milice a depuis été réprimée par Stamboulov !

Stamboulov arriva au gouvernement en 1887, après la courte durée du cabinet Stoïlov. Et – qu'on le note bien ! – comme la première fois, c'est Battenberg qui le nomme régent, tandis que Ferdinand le fait ministre. Il n'est pas une seule fois arrivé au pouvoir par la confiance du peuple. Stamboulov est un intrus politique. Durant tout son gouvernement, de 1887 jusqu'à ces derniers jours, nous n'avons pas eu en Bulgarie d'élections au corps législatif, mais seulement une série de comédies policières.

Sous le gouvernement de Stamboulov, il n'y eut qu'une seule conspiration, celle de Panitza, œuvre russe. L'assassinat de Beltchev, l'assassinat de Voulkovitch et la récente conspiration de Louka Ivanov sont l'œuvre propre de Stamboulov. En Bulgarie, il n'y a personne – à la seule exception de la police – qui ne le pense et ne l'exprime. Stamboulov fabriquait des attentats et des conspirations de manière professionnelle, car autrement il ne se serait pas maintenu deux jours au gouvernement ; et gouverner, avoir le pouvoir, fut son rêve depuis sa plus tendre jeunesse.

Examinons maintenant son système politique. Je crois que nous n'avons pas besoin de vous dire – vous le savez mieux que nous – ce qu'est un gouvernement réactionnaire. Eh bien, Stamboulov était un réactionnaire au sens le plus complet du terme. Pendant sept ans, la Bulgarie ne fut pas gouvernée selon la Constitution, mais selon la « conviction la plus intime » – selon ses propres mots – de Stamboulov. La police était l'alpha et l'oméga de son système. La police organisait les élections, qui n'étaient que de pure forme ; la police arrêtait et jugeait les citoyens. Les droits de la presse et le droit de réunion étaient écrasés. À la place de la loi : l'arbitraire. Le soir, on rentre chez soi ; le matin, on a disparu. Et malheur à qui vient nous chercher – dans les antres de la police, à l'hôpital, au cimetière ! L'espionnage était l'institution d'État la plus noble, le ministère de l'Intérieur un bordel, le ministère des Finances un tripot. Personne n'était pour Stamboulov. Tout était contre lui, à l'exception des fonctionnaires, de la police et de quelques entrepreneurs et spéculateurs.

La classe ouvrière le haïssait – cela va de soi. La petite et moyenne bourgeoisie était contre lui, car avec les ouvriers, elle avait à porter tout le fardeau de l'État. Le budget gonfla sous Stamboulov comme une avalanche ; de 46 millions en 1886, il était passé en 1894 à 110 millions – une augmentation de 126 % – et avec un déficit de plus de 20 millions. La grande bourgeoisie, elle non plus, ne voulait rien savoir de lui, parce qu'il introduisit dans le domaine industriel la gestion la plus corrompue de filous. Celui qui ne donnait pas de pots-de-vin n'obtenait ni concession, ni marché. En un mot : le peuple l'exécrait et le haïssait. Cela ne pouvait durer longtemps, d'autant moins que nous avons auparavant connu des gouvernements meilleurs et bien plus libéraux.

Depuis déjà un an et demi, la lutte entre Stamboulov et le peuple bulgare – le peuple tout entier ! – a pris un caractère aigu, et notamment dans les derniers mois, les antagonismes se sont accentués. Stamboulov utilisa tous les moyens de la réaction : des procès quotidiens contre la presse d'opposition socialiste et bourgeoise, des dragonnades (comme à Sabina), des massacres comme à Popovo, Razgrad, Tatar-Pazardjik. C'était, l'a écrit le « *Vorwärts* », un retour aux temps des « *atrocités bulgares* » qui, il y a 18 ans, remplirent l'Europe d'horreur. Ces massacres de 1876 provoquèrent le soulèvement qui éclata en Bulgarie en mai 1876 et qui ne fut pas l'œuvre de la Russie. Car tous les révolutionnaires de l'époque – Rakovsky<sup>2</sup>, Levsky, Karavelov (le frère de l'ancien ministre), Botiov, aujourd'hui tous morts, pendus, tombés au combat ou morts en exil – étaient tous des ennemis acharnés du tsarisme et de la politique russe.

J'ai dit que Stamboulov avait employé tous les moyens de la réaction ; cependant, il n'a pas réussi à étouffer l'esprit de liberté du peuple. Nul n'est capable de réprimer un mouvement qui réside dans le cœur et l'esprit du peuple. Il faut avoir le cerveau limité d'un Stamboulov, d'un Bismarck, etc., pour pouvoir le croire. Nous, les socialistes bulgares, avons mené le combat d'avant-garde dans la lutte contre le régime stambouloviste et nous avons à déplorer le plus de victimes.

Pendant l'absence du prince, parti début mai pour Cobourg, Stamboulov, en tant que régent, proposa au conseil des ministres les mesures suivantes : l'instauration de l'état de siège dans toute la Bulgarie ou du moins dans les départements les plus oppositionnels (Razgrad, Choumla, Tatar-Pazardjik, etc.) ; la suppression de la presse d'opposition socialiste et bourgeoise ; l'introduction de la censure ; la dissolution de toutes les associations socialistes et organisations ouvrières ; la fermeture de l'université, du moins de la faculté de droit, où les éléments socialistes et d'opposition sont particulièrement représentés. Le ministre de la Guerre Petrov (qui est aussi ministre de la Guerre dans le cabinet actuel) se déclara résolument contre l'état de siège, et le 17/29 mai, Stamboulov envoya au prince, déjà en voyage de retour vers la Bulgarie, sa démission. Le prince reçut la demande de démission à la gare de Pest. Mais il ne faut pas croire que Stamboulov ait donné sa démission définitivement. Non, il agissait comme autrefois : il mettait le prince devant le choix d'accepter sa démission ou de ratifier les mesures qu'il proposait.

Pour intimider le prince, il envoya à tous les préfets une dépêche circulaire dans laquelle ils étaient invités à organiser des réunions de sympathie pour Stamboulov. Pourtant, ce n'était pas tout. Cinq jours avant de présenter sa démission, Stamboulov fit distribuer à Sofia quatre mille revolvers parmi les policiers secrets, les pompiers et autres fonctionnaires de la ville, et parmi les « *Tztganes* », qui sont dans le parti de M. Stamboulov l'élément le plus actif ; et le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Kunov, envoya simultanément de Vienne, où il était allé en mission extraordinaire, douze caisses de cartouches de dynamite à Sofia. Nul doute, Stamboulov projetait un « attentat » contre le prince et contre lui-même, comme il l'avait si souvent fait ; ces faits sont absolument authentiques.

Lorsque le prince arriva à Sofia, Stamboulov répéta sa proposition et mit le prince au pied du mur : démission ou ratification de l'état de siège. Le prince Ferdinand, qui depuis longtemps cherchait un prétexte pour se débarrasser de Stamboulov, accepta la démission de Stamboulov, ce qu'il put faire d'autant plus facilement qu'il était assuré du soutien du ministre de la Guerre Petrov et de l'armée.

---

2 Il s'agit du grand-oncle de l'auteur : Savva Rakovsky (1821-1867), poète et révolutionnaire, héros de l'indépendance bulgare.

La bande armée et organisée par Stamboulov avec l'aide de la police fit une démonstration en faveur de Stamboulov ; le peuple, rassemblé en masse dans la rue, fit une contre-démonstration. Des milliers d'ouvriers, de bourgeois et d'étudiants répondirent par le cri de colère : « *À bas Stamboulov ! Vive la liberté ! À bas le tyran !* » La police attaqua le peuple ; beaucoup furent blessés, cependant personne ne fut tué, de nombreuses arrestations furent opérées. Mais la manifestation de Stamboulov fut déjouée. La bande, protégée par la police, se dirigea vers la maison du « tyran », qui tint un discours. Les foules se pressaient ; elles voulaient, elles aussi, entendre le discours. Mais la police et l'armée isolèrent la maison. Si cela ne s'était pas produit, Stamboulov aurait été lynché, comme le furent nombre de ses affidés, comme le vice-président de l'Assemblée nationale Milev, comme le procureur général Dramov, comme tant d'autres.

Le 19/30 mai, les manifestations contre Stamboulov gagnèrent en force et en nombre ; le peuple craignait le retour du « tyran » au pouvoir, car le nouveau ministère n'était pas encore formé. Le deuxième jour se déroula en combats entre le peuple et la police – la bande de Stamboulov avait disparu. Le peuple se précipita vers les différents postes de police et exigea la libération des nombreux prisonniers. La police dut également céder. Ensuite, le peuple exigea la dissolution de la police stambouloviste et son remplacement provisoire par l'armée. Cela aussi fut accordé. Pendant le deuxième jour, le préfet de police Loukanov, malgré son escorte de gendarmes, fut lynché et si des soldats n'étaient pas intervenus, la foule exaspérée l'aurait tué. Le même sort frappa Jordanov, le sous-préfet de police, et un certain nombre de commissaires de police. Avec les indicateurs, on fut plus clément. « Es-tu un mouchard ? » « Non, mes frères ! » « Mais nous te connaissons pourtant. Tu es un tel. » « Oui, c'est moi, mais je n'étais mouchard que parce que je n'avais pas d'autre moyen de vivre. Maintenant, je ne le suis plus. » « Bien, alors crie : À bas le tyran ! Et l'indicateur beuglait, aussi fort qu'il pouvait. Le peuple riait, lui prenait son revolver et le faisait arrêter par les soldats. Cette scène se répéta des dizaines de fois. Dans toute la ville retentissaient des cris contre Stamboulov, son portrait fut brûlé ; les plaques de la rue qu'il avait fait nommer d'après lui furent arrachées, et son buste dans le jardin public fut brisé.

Le soir, la formation du nouveau cabinet était déjà connue. Des foules se précipitèrent devant la maison de Stoïlov, et aux acclamations se mêlait le cri d'avertissement : « Prends exemple sur ton prédécesseur ! Le même sort frappera tout tyran ! » Stoïlov promit de rétablir la Constitution et toutes les libertés des citoyens. Les premiers actes du nouveau ministère furent : la libération de tous les journalistes emprisonnés, de certains prisonniers politiques du procès Beltchev et de tous les « internés ». À cette occasion, qu'il soit mentionné que la nouvelle, également rapportée par le « *Vorwärts* », selon laquelle le nouveau ministère aurait soumis les communications télégraphiques avec l'étranger à la censure, est dénuée de tout fondement.<sup>3</sup>

Les journaux d'Europe occidentale parlent beaucoup du rôle qu'ont joué les étudiants dans les récents événements. Oui, les étudiants ont joué un rôle dans les manifestations contre Stamboulov, mais pas le rôle directeur. Ils sont au nombre de 500 et le nombre des manifestants s'élevait à au moins 10 000.

On parle aussi du rôle des socialistes. Le « *Svoboda* », l'organe du ministre déchu, dit : « *Les socialistes ont porté l'actuel ministère au pouvoir.* » Et le journal raconte que les socialistes auraient organisé les manifestations contre Stamboulov et auraient crié : « *À bas Stamboulov ! À bas le prince !* » Cette dernière affirmation est un mensonge – dans quelle intention, cela est clair. Les socialistes ne sont pas des amis du prince, mais ils n'avaient pas non plus de raison, à ce moment, d'agir contre lui. Il est vrai que nos camarades ont activement participé aux événements ; la plupart des blessés sont membres de notre parti.

---

<sup>3</sup> La correspondance ci-dessus provient du camp des socialistes bulgares. Il va de soi que nous – pas plus que l'auteur ne l'a voulu – ne pouvons en aucune manière prendre parti pour l'actuel gouvernement de la Bulgarie, qui travaille avec les mêmes moyens que Stamboulov, voir les dernières élections. (Note du « *Vorwärts* »)

Avec Stamboulov, nous en avons fini ; il a perdu tout terrain dans le peuple et ne reviendra jamais au pouvoir. Je dis de lui ce que [Guesde](#) a dit de Constans : c'est un cadavre. Nul doute, notre bourgeoisie cherchera à l'occasion un « sauveur », mais ce sera un autre que Stamboulov ; celui-ci n'était pas le représentant d'une classe, mais le chef d'une bande de voleurs et de brigands, avec laquelle aucune classe ne veut avoir affaire.

Pour notre parti, les combats ne sont naturellement pas terminés. Mais nous avons fait un bon pas en avant. Nous avons élargi notre champ d'action, et nous allons maintenant consacrer toutes nos forces à diffuser nos idées parmi le peuple, à organiser la classe ouvrière et à gagner au socialisme les petits paysans et les petits bourgeois, qui y sont très réceptifs.